Zeitschrift: Werk, Bauen + Wohnen

Herausgeber: Bund Schweizer Architekten

Band: 73 (1986)

Heft: 9: Die Öffnung - ein Bauteil = L'ouverture - un élément de construction = The aperture - a building component

Vorwort: Die "Flächen" und die "Steilen" : über die politische Karriere eines Bauteils = Les "inclinés" et les "plats" : sur la carrière politique d'un élément de construction = The "steep" an the "flat" ones : the political career of a structural element

Autor: Hubeli, Ernst

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Die «Flachen» und die «Steilen»

Über die politische Karriere eines Bauteils

Die Teile sieht man sich gewöhnlich genauer an als das grosse Ganze. Man möchte wissen, wie sie gemacht sind und was sie tun. Ein solcher Bauteil ist die Öffnung – das Thema dieses Heftes. Oberhalb gibt es aber einen anderen, ganz besonderen Bauteil – an ihn sei an dieser Stelle erinnert –, der zwar auch richtig konstruiert, aber vor allem politisiert sein will. Dabei schweift der Blick etwas flüchtiger über ihn. Er ist eine Metapher dieses Jahrhunderts, die verwendet wird, um die politische Dimension der Architektur dingfest zu machen. Lange verdächtigte man die Geometrie, die Achsen und Symmetrien, der politischen Verschwörung, der Sippenschaft mit Herrschaft. Dann aber wurde Konkreteres politisch: das Dach.

Seine politische Karriere begann in den 30er Jahren, und heute noch taucht es auf den Traktandenlisten der Räte auf. Vorher gab es nur das Dach. Dann hat die Moderne das Flachdach erfunden, und seither gibt es zwei politische Lager – die «Flachen» und die «Steilen». Freilich gibt es viel mehr, unzählige Dachtypen, aber nur zwei haben eben eine Partei gegründet. In diesem Zwei-Parteien-System braucht es folglich auch nur zwei Parolen: «Keine flachen Dächer mehr!» dröhnte es 1933.

Das Dogma, so unwidersprechbar es auch klingt, beabsichtigte allerdings nicht, das Flachdach zu liquidieren. Die Zensur galt weniger einem Bauteil als vielmehr jenem Teilprojekt der Moderne, das eine neue Architektur mit einem neuen gesellschaftspolitischen Programm verknüpfen wollte. Diese Moderne – und nicht ihre Bauteile und ihr Stil – wurde durch das Dogma verletzt.

Heute sind in zahlreichen Schweizer Provinzen Flachdächer nicht verbal-politisch zensuriert, sondern gesetzlich verboten. Dieser Unterschied weist auf den veränderten politischen Umgang mit Architektur hin. Solche Verbote müssen heute nicht zwangsläufig auf dem Boden völkischer Ideologien wachsen, schon deshalb nicht, weil jene Moderne keine politische Bedrohung mehr darstellt. Und die «Steilen» sind heute alle und niemand, anonym. Dennoch stellt sich die Frage, was solche Dekrete heute bezwecken.

Auf der Ebene des Gebrauchswertes gibt es kein Argument, das pauschal gegen das Flachdach spricht. Die Doppelnutzung des Daches – als Schutzhülle und Aussenraum – ist ein Gedanke der praktischen Vernunft (der angebliche Vorteil des Steildaches, dessen Raum als «energetische Pufferzone» diene, ist – bei allem Respekt vor «ökologischer» Bauweise – kein Argument für das Steildach, bestenfalls für eine optimierte

Sur la carrière politique d'un élément de construction

Il s'agit d'une nouvelle métaphore de ce siècle utilisée pour rendre tangible la dimension politique de l'architecture. Longtemps, on a soupçonné la géométrie, les axes et la symétrie d'incarner le complot politique d'une oligarchie. C'est alors qu'un élément plus concret se politisa à son tour: le toit.

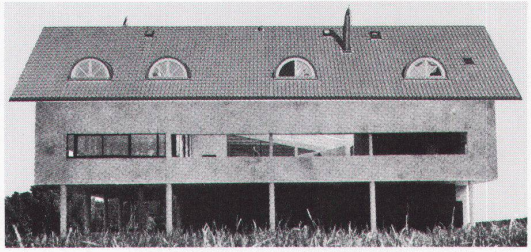
Sa carrière politique commença au cours des années 30 et aujourd'hui encore, il est à l'ordre du jour de tous les conseils municipaux. Jadis il n'y avait que le toit. Puis le moderne a inventé le toit plat et depuis il y a deux camps politiques – les «plats» et les «inclinés». En fait, il existe d'innombrables types de toits, mais deux seulement ont fondé leur parti. Dans ce système à deux partis, il n'est aussi besoin que de deux paroles: «Plus de toits plats» grondait-on en 1933.

Bien que paraissant indiscutable, ce dogme ne se proposait pas de liquider le toit plat. La censure visait moins l'élément de construction que l'aspect du projet des modernes qui voulait associer la nouvelle architecture à un programme sociopolitique nouveau. C'était ce côté du moderne, et non ses éléments de construction et son style, qui était visé.

Aujourd'hui, dans de nombreuses provinces suisses, les toits plats ne sont plus censurés politiquement mais interdits légalement. Cette différence révèle une autre approche politique de l'architecture. De nos jours, de tels interdits n'ont plus besoin de s'appuyer sur les idéologies populaires; le moderne ne représente plus aucune menace politique. Les «inclinés» sont maintenant tous et personne, anonymes. Pourtant, la question se pose de savoir ce qui justifie de tels décrets actuellement.

Sur le plan de la valeur pratique, il n'existe aucun argument qui parle globalement contre le toit plat. La double utilité du comble en tant qu'enveloppe protectrice et volume supplémentaire est une idée de la raison pratique (Malgré tout le respect pour l'architecture «écologique», le prétendu avantage du toit incliné servant de «zone tampon énergétique» n'est pas un argument propre à ce type de toit, mais vaut tout au plus pour une superposition optimale des couches isolantes de la toiture). Au plan de la protection des monuments et des sites, le toit incliné est une forme appréciée qui s'intègre mieux que les toitures plates aux ensembles et localités existants. Pourtant, en tant que loi, il ne s'agit aucunement d'un argument mais d'une affirmation susceptible de trahir un mauvais goût fondé sur un préjugé: ce qui est neuf doit ressembler à ce qu'il y avait avant. Avec l'intention de faire confondre le nouveau avec l'ancien, nous nous rapprochons de la vérité, mais nous n'avons pas encore la vraie raison de l'interdit: De nos jours, les habitants déjà très éprouvés sont très sceptiques vis-à-vis des opérations de construction. Si une possibilité leur est laissée de les refuser, ils usent le plus souvent de leur droit. Pour pouvoir encore bâtir on doit manifestement – et dans les communes «ingouvernables» les politiciens doivent faire comme si l'on ne construisait pas. En réalité cela est naturellement impossible, mais *l'apparence de la non-construction* doit être sauvegardée. Pour cela le toit incliné est presque toujours préférable à la toiture plate.

Dans ce sens, la censure du toit plat et les décrets semblables sont une tactique du management de la politique architecturale. Cela ne répond pourtant pas encore à la question de savoir pourquoi une telle tactique est devenue nécessaire. La réponse renvoie à l'origine: La population s'est sentie dépassée par la tabula rasa, les aléas de la haute conjoncture. On lui avait promis des paradis et on l'a plongée dans la laideur. L'habitant a fui la ville, en vain. L'architecture n'a pas su prendre ses intérêts en compte. Et c'est alors qu'un espoir bien contemporain s'est fait jour: si tout reste tel quel, je m'en tire encore au moindre mal. Dans le toit incliné, les activistes du bâtiment découvrent manifestement *une métaphore* persuadant *de l'arrêt du temps*. Mais comme l'espoir de nos contemporains reste irréalisable, les modifications de la vie quotidienne doivent leur être épargnées aussi souvent que possible. En fait la tabula rasa continue à fleurir, mais de nouvelles lois doivent venir interdire qu'on le remarque. Au plan politique, tenter de manipuler la conscience dans le sens d'une réconciliation avec des réalités indésirables est tout à fait comparable à une idéologie populaire de masse abêtissante. Au plan esthétique, elle conduit au «Kitsch». *E.H.*



Schichtung der Dachisolation). Auf der Ebene der Denkmalpflege und der Ortsplanung (Vorschriften für die Dachgestaltung, Gestaltungsplan) wird das Steildach als Form angepriesen, die sich in bestehende Orte und Ensembles besser einfüge als Flachdächer. Als Gesetz ist solches aber kein Argument, sondern eine Behauptung, die allenfalls schlechten Geschmack beweist, weil sie präjudiziert, dass alles Neue so aussehen soll, wie es einmal war.

Mit der Absicht, dass Neues von Altem nicht unterscheiden werden kann, nähern wir uns dem Hintergrund – aber noch nicht dem Grund des Verbotes: Bauliche Eingriffe werden heute vom geplagten Bürger mit grosser Skepsis begutachtet. Besteht die Möglichkeit, sie abzulehnen, so macht er von seinem Recht meistens Gebrauch. Um noch bauen zu können – man muss offenbar –, müssen die Politiker in den «unregierbaren» Gemeinden so tun, als ob nicht gebaut würde. In Wahrheit gelingt das selbstverständlich nicht, aber der *Schein des baulichen Stillstandes* muss gewahrt sein. Und für diesen Zweck ist das Steildach fast immer besser geeignet als das Flachdach.

Insofern sind die Flachdachzensur und ähnliche Dekrete eine Taktik des politischen Baumanagements. Dies beantwortet aber noch nicht die Frage, wieso diese Taktik überhaupt erforderlich wurde. Die Antwort weist auf ihren Ursprung hin: Die Bevölkerung fühlte sich vom Tabula rasa, vom Auf und Ab der Hochkonjunktur überfahren – man hat ihr Paradiese versprochen und Scheusslichkeiten vor die Nase gestellt. Der Bewohner ist aus der Stadt geflüchtet, vergeblich. Er kam zurück – noch schlimmer. Das Bauen hat seine Interessen nicht wahrgenommen. Es keimte in ihm die zeitgenössische Hoffnung: wenn alles so bleibt, wie es ist, dann komme ich nochmals gut davon. Im Steildach erblicken nun die Macher offensichtlich eine Metapher, die zum *Stillstand der Zeit* überredet: Da der Wunsch der Zeitgenossen ein unerfüllbarer Wunsch ist, müssen ihm die Veränderungen des Alltagslebens, wenn irgend möglich, vorenthalten werden. Zwar treibt das Tabula rasa immer wieder neue Blüten, neue Gesetze müssen aber verbieten, dass sie auffallen und bekanntwerden.

Auf politischer Ebene ist der Versuch, die Wahrnehmung versus eine Versöhnung mit ungewünschten Realitäten zu manipulieren, durchaus mit jener völkischen Massenideologie und -verdummung zu vergleichen. Auf ästhetischer und architektonischer Ebene ist solches Kitsch.

Ernst Hubeli

The political career of a structural element

Its political career began in the thirties and even today is apt to turn up on the agenda papers of councillors. Before this, there was nothing but a simple roof. But then modernism invented the flat roof, and ever since there have been two political camps – the "flat" and the "steep" ones. In fact, there are, of course, many more types of roofs existing, but only these two helped constitue an actual faction. In this tow-party system, a mere two slogans are sufficient: "No more flat roofs!" was shouted in 1933.

This irrefutable dogma did however not aim at liquidating flat roofs altogether. Its censure applied much less to a specific structural element than to a partial project of modernism wanting to combine a new kind of architecture with an equally new socio-political programme. And it was exactly this kind of modernism that was hurt by the dogma – and not its structural elements or its style.

In countless Swiss provinces flat roofs are nowadays not censored verbally, politically but outright illegal. This difference is evidence of a changed political attitude towards architecture. Today such injunctions do not really have to grow on the basis of nationalistic ideologies, in particular because that kind of modernism is no longer to be considered a political threat. And "steep" roofs have become anonymous, being everywhere and thus nowhere specific by now. Nevertheless there is the reason for such decrees to be issued nowadays to be asked for.

On the level of its functional value there is no argument globally condemning flat roofs. The double use such a roof may be put to – as an envelope and an exterior space that is – is a thought engendered by practical reasoning (the supposed advantage of a highly pitched roof, whose space is thought to serve as an "energetic buffer zone", is – with all respect due an "ecological" way of construction – no argument in favour of steep roofs, at best it may be one for an optimized lamination of the roof insulation). On the level of the national protection of monuments or local planning (stipulations concerning the design of roofs and overall planning), the steep roof is acclaimed as a much better shape to fit into already existing places and ensembles than flat roofs. This is however no valid legal argument but – at best – a statement of taste, prejudicing that all new things should look the way they once used to be. With this intention of making new things indistinguishable from old ones, we are however touching upon the background – though not yet upon the reason – for this injunction. Structural interventions are nowadays treated with a great deal of scepticism by our plagued citizens. If there is any reason to veto them, people usually make use of their right to do so. To be still able to build something you – or rather the politicians in the "uncontrollable" communities – have to act as if they were not really building anything at all. Actually that is quite impossible, though they do their best to keep up a *semblance of standstill.* And to achieve this, a steep kind of roof is clearly much more appropriate than a flat one.

In this respect, injunctions covering flat roofs and similar decrees are a tactical response by the political management. This does however not answer our question of why such tactical means became at all necessary. The answer to this question is evidence of its origin: people felt overwhelmed by the fluctuations of our booming economy. They had been promised a paradise and been given monstrosities. Residents in vain tried to escape from urban areas. They came back, and things had turned from bad to worse. Building ventures took no account of their concern. Thus the budding, contemporary hope that all may yet remain the way it was, and that we just might have won another round in our favour. Designers obviously consider the stepp roof a *metaphor of standstill.* But since the desire of our contemporaries is plainly unrealizable, the changes of everyday life have to be hidden from them wherever possible. True, the tabula rasa principle is creeping up again and again, but new laws try to make sure, they will not be too obvious or become too well-known. On a political level this attempt at manipulating perception into actual acceptance of such undesirable realities is quite similar to the aims represented by nationalistic mass ideologies or rather idiocy. On an aesthetical and architectural level however such things are mere trash.

E.H.